

**Israël - Territoires palestiniens -
États-Unis - Entretien de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«TV5Monde» - extraits
(Paris, 19 février 2017)**

(...)

Q - Il y a un dossier qui est réellement dans l'impasse, ce sont les relations israélo-palestiniennes, et justement il y a une sorte de bouleversement maintenant avec l'administration Trump. Quelle va être la position de la France par rapport à ça ? Est-ce qu'il y a encore moyen de faire quelque chose pour en sortir ?

R - Je vous rappelle que nous avons tenu une conférence, le 15 janvier à Paris, où 70 pays étaient représentés avec les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe. C'était quelques jours avant la prise de fonction officielle du président Trump aux États-Unis. Cela ne nous a pas empêchés d'agir. Et cela nous a permis de rappeler, de façon forte, que la solution des deux États était la seule perspective pour sortir de ce conflit.

D'une part, la colonisation se poursuit mais elle a fait l'objet d'une condamnation par le conseil de sécurité des Nations unies. Et d'autre part il y a eu la rencontre du Premier ministre Netanyahu avec le président Trump, qui s'est conclue par une très grande ambiguïté, notamment sur la perspective de deux États, comme l'a confirmé Rex Tillerson. Je dois vous dire que je suis inquiet et que nous n'allons cesser de répéter, notamment aux États-Unis - parce qu'ils ont leur place dans la solution des deux États pour contribuer à la négociation entre Palestiniens et Israéliens - qu'effectivement il ne faut pas abandonner cette perspective. J'ai dit à M. Tillerson que s'ils abandonnaient cette perspective, ils prenaient le risque de créer une énorme frustration et de laisser s'installer le désespoir, ce qui contribue à la propagande de Daech dans cette région. Mon collègue jordanien m'a dit la même chose. Ainsi, toucher par exemple à Jérusalem - en transférant l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem - serait une faute très grave et tous les pays de la région sont d'accord. Nous n'avons cessé de mettre en garde les États-Unis, et de leur rappeler que la perspective des deux États c'était à la fois la perspective qui redonnait de l'espoir aux Palestiniens, mais c'était aussi la contribution à la paix et à la sécurité d'Israël, à laquelle nous sommes attachés, comme les Américains.

Q - Et alors quelle est la prochaine étape ? La prochaine initiative, la prochaine étape pour faire avancer... ?

R - La prochaine étape c'est qu'enfin, sur toutes les questions qui se posent - et elles sont nombreuses et j'ai parlé de l'accord nucléaire iranien -, l'administration américaine se mette

vraiment en place.

Q - Elle n'y est pas, pour vous ?...

R - Un conseiller à la sécurité qui a été obligé de démissionner, pour les raisons que vous savez, c'est-à-dire ambiguïté par rapport à la Russie. Moi, je respecte le temps qu'il faut pour se mettre en place...

Q - Mais Trump est déjà en campagne, vous avez vu, en Floride, il a tenu un grand meeting de campagne...

R - Il ne faut pas se tromper de moment. Il est libre de dire ce qu'il veut, il assume ses responsabilités en tant qu'homme politique et pour sa politique intérieure. Je ne vais pas m'ingérer dans la politique intérieure américaine. Mais s'agissant des affaires du monde, chaque pays a son rôle à jouer, la France joue le sien, et on aimerait que les Américains puissent le faire aussi sans tarder. (...)/.